

La

Feuille de Chou



Septembre 2014 # 7



Édito

SOMMAIRE

| | |
|-----------------------------------|----|
| 1/EDITORIAL | P1 |
| 2/ACTUALITES FONCTION PUBLIQUE | P2 |
| 3/ACTUALITES FINANCES | P2 |
| 4/ACTUALITES DGFIP | P2 |
| 5/ACTUALITES LOCALES | P3 |

Depuis le dernier numéro de la feuille de chou, un léger remaniement ministériel est intervenu fin août. Une bonne nouvelle pour nous, le nom du Ministère est resté stable : il n'a pas été nécessaire de réécrire tous les modèles Marianne. Pour le reste, ce remaniement n'a fait qu'entériner le choix du Président de la République de mettre en œuvre le « Pacte de Responsabilité ». Malgré deux trimestres de croissance nulle, des prévisions de déficit public revues à la hausse et un chômage toujours en hausse (malgré une heureuse petite baisse en août), le Gouvernement maintien de cap de cette austérité suicidaire socialement, économiquement et démocratiquement.

Les agents des Finances publiques ont fait les frais de la colère de certains contribuables, à Morlaix notamment mais aussi ailleurs, cet épisode scandaleux ayant donné des idées à d'autres. À force d'entendre dans la presse et autre que la pression fiscale relève quasiment du « racket », l'on voit les résultats...

L'activité syndicale du trimestre à venir sera naturellement tournée vers la campagne électorale pour les élections du 4 décembre prochain. Plus de cinq millions de Fonctionnaires des trois versants (État, Territoriaux et Hospitaliers) sont appelés à renouveler leurs représentants au sein des Comités Techniques et des Commissions Administratives Paritaires. Les représentants ainsi désignés le seront pour les quatre prochaines années. L'activisme prévisible de chacune des organisations syndicales en compétition pendant cette courte période, ne devra pas faire oublier l'activité de chacune pendant les trois dernières années.

Nous ne pouvons que terminer cet éditorial en rendant un dernier hommage à André Bergeron, ancien Secrétaire Général de la Confédération Générale du Travail – Force Ouvrière de 1963 à 1989, qui vient de nous quitter le 20 septembre.

En espérant que ce septième numéro de la Feuille de Chou vous apportera certaines informations, nous vous en souhaitons une bonne lecture.



ACTUALITES FONCTION PUBLIQUE

La mesure annoncée en faveur des petits salaires de la Fonction publique **de baisse de la cotisation retraite à compter du 1^{er} janvier prochain a été déclarée inconstitutionnelle** cet été, tout comme la suppression des cotisations salariales au niveau du SMIC.

Une compensation est à l'étude et consisterait en la suppression de la tranche à 5,5 % de l'impôt sur le revenu. Les intéressés déjà sortis du barème en raison de leurs charges de famille par exemple, apprécieront... Et toujours aucune nouvelle de la révision de la grille.



ACTUALITES FINANCES

Observatoire interne : La 27^e vague semestrielle donne les résultats suivants : près d'un agent sur deux est préoccupé par le niveau de l'emploi dans les Ministères économiques et financiers, les agents constatent que la qualité de service se dégrade (pour 47% des agents DGFIP par exemple), que le rythme des réformes est bien trop rapide (pour 50 % des agents DGFIP).



ACTUALITES DGFIP

L'évolution du réseau de proximité est au cœur de cette fin d'année. Les directions locales ont dû établir des diagnostics territoriaux, qui serviront de base à « l'adaptation » du réseau. Il est évident que pour des raisons budgétaires les adaptations envisagées vont dans le sens d'une réduction drastique des implantations. On annonce la disparition quasi totale des postes C4 (les petites trésoreries) par fermetures et regroupements. La taille critique semble

Le Gouvernement poursuit dans son idée de **« rationaliser » la Fonction publique**. Le Secrétaire d'État à la réforme de l'État annonce des décisions pour janvier : quelles sont les missions qui devront rester dans le giron de l'État, des Collectivités ou du privé.... Compte tenu des moyens financiers que l'État souhaite affecter au Service public actuellement, la réponse est déjà connue : il faudra transférer le maximum de missions au privé. Par ailleurs un projet de loi en discussion prévoit la création prochaine de maisons de services au public (et non plus maisons de services publics) qui pourraient abriter des services publics ou privés, pour faciliter l'accès des usagers ! Après avoir fermé les services, on recrée des ersatz ! À suivre.... de près.

39 % des agents voient leur motivation diminuer et 6 % la voient augmenter. Il n'y a plus que ça qui permet de faire tourner la machine, la motivation et le sens du service public, il faut donc s'inquiéter sérieusement en haut lieu !

Les agents restent globalement satisfaits de travailler dans nos ministères (à 82 %, soit – 4 points par rapport à avril 2013).

être aux alentours de 3 agents. Certains Directeurs ont invoqué une règle (non écrite ?) des 30 minutes : aucun usager à plus de trente minutes de son Centre des Finances publiques : appliquée brute de décoffrage, cette règle pourrait « faire le ménage » autours des grandes villes. La Démarche Stratégique prévoit toujours la fusion des mêmes services situés à un même endroit (Voir le paragraphe « actualités locales »).

Des décisions ministérielles importantes sont attendues d'ici la fin de l'année.

Enfin, la Direction Générale propose également de réduire de façon importante

la durée d'ouverture des sites lors du Comité Technique de Réseau du 30 septembre.

Le nombre de suppressions d'emplois 2015 n'est pas connu mais il se dit qu'en raison de leur forte mobilisation en mars et mai derniers, les douaniers pourraient ne pas avoir de suppressions en 2015 (comme quoi la mobilisation, ça peut payer) et que leur part serait « reversée » sur la DGFIP. À surveiller....

Concernant le **régime indemnitaire unifié** le combat continue : les oubliés de mai (évaluateurs des domaines et adjoints en postes comptables) sont au cœur des revendications de FO DGFIP dans les groupes de travail et lors des comités techniques de réseau.



Évolution du réseau local : lors du Comité Technique Local du 19 septembre, la Direction a annoncé la fermeture de Piney et son rattachement à Lusigny sur Barse au 1^{er} janvier.

Un Pôle de Contrôle des revenus et du Patrimoine sera préfiguré à compter du 1^{er} janvier prochain. La Direction a aussi fait part de ses projets à court ou moyen terme (fusion CDIF/ SIP TA, défusion des SIP-SIE-CDIF, fusions entre-eux des SIP de Troyes et des SIE de Troyes....

Retrouvez le compte rendu complet de ce CTL sur notre site local.

Le budget départemental 2014 est toujours aussi difficile à boucler : la Direction va demander une grosse rallonge, comme 95 % des Directions locales !

Il est loin d'être certain que nous soyons dotés à suffisance et il faudra donc dans ce

Attention, à compter du 1^{er} octobre les demandes de retraites se font en deux temps (au lieu d'un) : une demande via le service RH à la mission retraite (pour être radié des cadres) mais aussi une demande au Service des Retraites de l'État pour pouvoir toucher la pension largement méritée. Encore le choc de simplification cher au Président de la République.

Concernant la **prime de performance 2014** (résultats 2013), le versement de 120 euros fin août en raison d'une sombre histoire d'indicateur non certifié, a permis à la Direction Générale d'économiser plus de 3,5 millions d'euros.

Les projets pour les mouvements complémentaires sont attendus le 9 octobre pour les B, le 15 octobre pour les C et le 29 octobre pour les A.

cas entamer le système bien connu de la cavalerie : reporter des factures sur 2015.

Le CTL s'est réuni le 10 juin (transfert d'un emploi du SIE TA vers le PRS pour accompagner la départementalisation des procédures collectives) et le 19 septembre pour le réseau (voir ci-dessus) et la présentation du dispositif de soutien à distance des trésoreries SPL.

Il sera à nouveau réuni le 2 octobre pour Piney (vote unanime contre la fermeture).

Les CAPL se sont réunies en juin et juillet pour les mouvements A, B et C. Retrouvez le tableau de la situation des emplois service par service sur notre site local.

Le CHS CT de l'Aube s'est réuni le 1^{er} juillet. Il a adapté son programme d'intervention 2014 et décidé de deux visites de sites (Services de publicité foncière et services de Direction au 24 bd Gambetta) qui se sont faites le 25 septembre dernier.

**Parce que nous savons que rien n'est jamais acquis
Parce que rien ne nous sera jamais donné
Et parce que tout devra être arraché !**

**F.O. : Libres,
indépendants,
déterminés !**



**Pour la défense de l'agent,
pour la sauvegarde
du réseau et des missions**

Les comptes rendus complets de ces instances sur le site local

A venir :

CAPL de recours de listes d'aptitude le 6 novembre, CTL Piney (reconvocation) le 2 octobre, transferts des emplois de Piney (avant le 31/12), CHS CT le 15 octobre et CDAS le 6 novembre.

POUR NOUS CONTACTER :

Laurent CROUZET, secrétaire départemental, Trésorerie d'Arcis sur Aube, 03 25 37 84 69
Laurie Anne TERRASSE, secrétaire départementale adjointe, SIE Troyes Extérieur, 03 25 41 68 93
Louis LAUNAY, trésorier départemental, CEPL, 03 25 43 72 24
Mel : fo.ddfip10@dgfip.finances.gouv.fr
Site web : www.fo-dgfip-sd.fr/010/

**BULLETIN
D'ADHESION**



NOM : **PRÉNOM** :

N° DGI ou N° AGORA : **ADRESSE MÈL** :

GRADE : **QUOTITÉ DE TEMPS DE TRAVAIL** :

AFFECTATION :

déclare adhérer au Syndicat National Force Ouvrière des Finances Publiques (F.O. – DGFIP)

Fait à le
(signature)

→ 66 % de la cotisation syndicale fait l'objet d'un crédit d'impôt sur le revenu



**Première organisation
syndicale du département**